

Chapitre 1 : Et si l'Etat versait à chacun un revenu universel garanti ?

Pour commencer

En groupe de 2 ou 3 élèves, formulez les avantages et les inconvénients que comporterait le versement de 1000€ par mois à vie à tous les résidents du territoire français quel que soit leur âge ou leurs revenus.

Document 1 : Le revenu universel, est-ce une bonne idée ?

Le revenu universel est un sujet qui revient souvent dans les débats politiques et dont on entend beaucoup parler en ce moment. Mais le revenu universel, c'est quoi exactement ? Qui le toucherait ? Comment serait-il financé ? Que lui reprochent ses détracteurs ? Pourquoi ses partisans ne sont pas d'accord sur ses modalités d'application ? C'est ce que vous allez découvrir grâce à cette nouvelle vidéo **Dessine-moi l'éco !**

<http://dessinemoileco.com/le-revenu-universel-est-ce-une-bonne-idee/>



✍️ 1. Après le second visionnage, complétez le tableau ci-dessous.

Arguments pour		Arguments contre
Profil des bénéficiaires		
Montant		
Mode de financement		
Conséquences sur le marché du travail		

Document 2 : La Finlande commence à expérimenter le revenu universel

Deux mille demandeurs d'emploi âgés de 25 à 58 ans ont été tirés au sort pour percevoir 560 euros par mois, en lieu et place de leur allocation chômage, pendant deux ans à partir du 1er janvier. Les 560 euros mensuels remplaceront ainsi l'actuelle allocation chômage. Si les allocataires percevaient une compensation plus élevée auparavant, la sécurité sociale leur versera la différence. Leur couverture santé et leur allocation logement seront maintenues. Le changement majeur introduit par cette expérimentation tient dans le fait que chaque personne pourra accepter un travail et continuer à recevoir son revenu universel, et ce, peu importe le salaire perçu. « Si vous trouvez un travail avec une paye de 4 000 euros par mois, vous continuez quand même à percevoir votre revenu universel de 560 euros tous les mois, explique Marjukka Turunen, responsable des affaires juridiques au sein de l'assurance sociale finlandaise (KELA). Actuellement, en dehors de cette expérimentation, si vous touchez un salaire mensuel d'au moins 400 euros, vous perdez vos allocations chômage. » Pour M^{me} Turunen, le système actuel pousse certains chômeurs à refuser une offre d'emploi peu rémunérée, de peur de se retrouver dans une situation financière plus difficile que lorsqu'ils étaient au chômage.

Promouvoir l'emploi et « simplifier » les aides sociales

Pendant deux ans, jusqu'à fin 2018, l'Etat comparera ainsi la trajectoire de ces 2 000 chômeurs avec celle d'un groupe test de chômeurs touchant environ ce même montant en prestations sociales. L'objectif affiché est de voir si les chômeurs bénéficiant d'un revenu universel sont plus motivés à trouver un emploi ou créer leur entreprise.

Le projet faisait partie des promesses électorales du premier ministre centriste, Juha Sipilä, en fonction depuis mai 2015. Le gouvernement espère « promouvoir l'emploi », « réduire la bureaucratie et simplifier le système complexe des aides sociales ». M. Sipilä, ancien homme d'affaires, est convaincu que cette mesure incitera les Finlandais à être plus entrepreneurs et mobiles, et que la réforme répond aux évolutions du marché du travail, plus instable qu'auparavant.

En Finlande, le revenu net disponible moyen dépasse les 2 200 euros par personne et par mois, selon l'OCDE. Une allocation mensuelle de 560 euros ne permet de vivre que très modestement.

Source : Le Monde.fr avec AFP, Par Romain Geoffroy, 01 janvier 2017

✍️ 2. Pourquoi peut-on dire que le « revenu universel » expérimenté par la Finlande est inconditionnel mais pas universel ?

- ✍ 3. Pourquoi « le système actuel finlandais pousse certains chômeurs à refuser une offre d'emploi peu rémunérée » ?
- ✍ 4. Pourquoi le versement inconditionnel de 560€ par mois aux chômeurs serait « plus motivant pour retrouver un emploi ou créer leur entreprise » ?
- ✍ 5. Comment le revenu universel finlandais permet de « simplifier le système complexe des aides sociales » ?
- ✍ 6. Le montant du revenu universel finlandais est-il élevé ou faible ? Justifiez.

Document 3 : Estimations pour la France

Trois scénarios pour le revenu de base	500 € mensuels	750 € mensuels	1 000 € mensuels
Coût	336 milliards d'euros 16 % du PIB	504 milliards d'euros 24 % du PIB	675 milliards d'euros 31 % du PIB
Dépenses sociales recyclées	Branche maladie Allocations familiales Assurance-chômage	Branche maladie Allocations familiales Assurance-chômage Branche vieillesse*	Branche maladie Allocations familiales Assurance-chômage Branche vieillesse*
Recette supplémentaire à trouver	38 milliards d'euros 2 % du PIB	Aucune	153 milliards d'euros 7,5 % du PIB

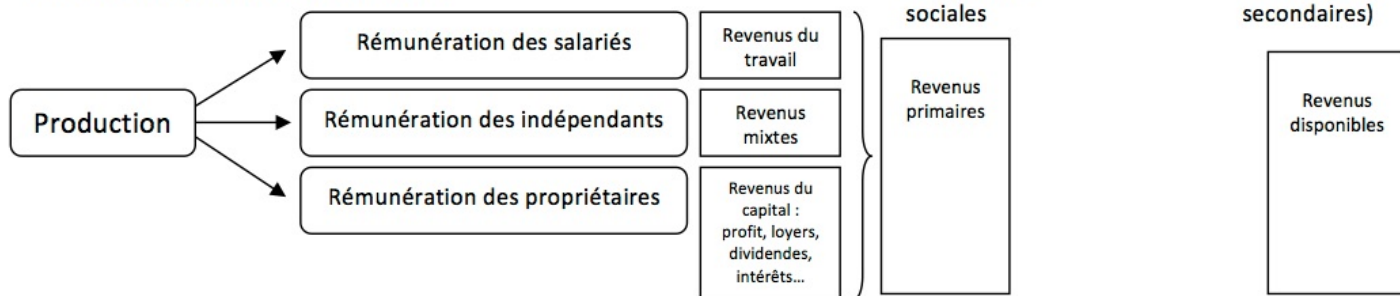


Source : « Le revenu universel est-il vraiment réalisable ? » Ouest France, 23 janvier 2017.

- ✍ 7. Quel risque pourrait représenter un revenu universel (ou de base) versé à tous mais remplaçant les assurances, publiques et obligatoire, santé, chômage et vieillesse ?

Document 4 :

Schéma : La pluralité des revenus



♥ **Revenu disponible = Revenus primaires – Impôts directs et Cotisations sociales + Revenus de transfert**

- ✍ 8. Dans le schéma ci-dessus à quel type de revenus correspondrait le revenu universel ?

Document 5 : Le revenu universel, généalogie d'une utopie

[...] Elle a le mérite de s'exprimer simplement : il s'agit de verser à chaque individu, de sa naissance à sa mort et quelle que soit son activité, un revenu suffisant pour satisfaire ses besoins élémentaires, avec pour objectif d'éradiquer la pauvreté. Mais elle a l'inconvénient d'avoir deux arbres généalogiques. L'un se situe dans la tradition communiste : tout individu participant, d'une façon ou d'une autre, à la création de la richesse commune, celle-ci doit être partagée entre tous et distribuée à chacun selon ses besoins. L'autre appartient à la tradition libérale : chaque individu doit pouvoir affronter les aléas de l'existence en partant d'une même base, quelle que soit sa naissance ; c'est son mérite personnel qui fera le reste. Dans les deux cas, cependant,

c'est une rupture complète avec le dogme moral et économique qui prévaut depuis des siècles, selon lequel seul le travail (ou un prélèvement sur le travail) peut procurer un revenu. [...]

Un réseau mondial de chercheurs [...] Ce mouvement intellectuel [ancien], soutenu par des ONG engagées dans la lutte contre la pauvreté, comme Emmaüs et ATD Quart Monde, mais aussi relayé par des personnalités politiques ou de hauts fonctionnaires (Lionel Stoléro sous Giscard d'Estaing, Christian Stoffaës sous Mitterrand, Martin Hirsch sous Sarkozy), a inspiré en France la création du revenu minimum d'insertion (RMI), puis du revenu de solidarité active (RSA). Les 800 militants du Mouvement français pour le revenu de base (MFRB), créé en mars 2013, qui compte une cinquantaine de groupes locaux, prônent l'extension progressive du RSA à toute la population, en commençant par son versement automatique à ceux qui remplissent les conditions d'obtention. En effet, un tiers seulement de ceux qui y ont droit le perçoivent, faute d'accomplir les démarches nécessaires. Une variante de cette filiation « communiste », plus radicale et incarnée par le philosophe André Gorz (1923-2007), l'un des inspirateurs de l'écologie politique, considère le « revenu d'autonomie » comme le moyen de s'affranchir de l'aliénation du travail imposée par le capitalisme. Le revenu de base devient ainsi le moyen de refuser les emplois sous-payés ou privés de tout sens social (ceux que l'anthropologue américain David Graeber appelle les « *bullshit jobs* », littéralement « les emplois de merde »), pour pouvoir vivre d'activités socialement utiles, mais que le marché ne rémunère pas forcément (par exemple, le travail associatif). Il permettrait aussi, notait le philosophe Michel Foucault (1926-1984), qui en était partisan, de se libérer du contrôle social étatique et stigmatisant attaché à la vérification des « droits sociaux » – un « *bénéfice secondaire* » d'ailleurs également mis en avant par... les libéraux !

Les partisans de la tradition libérale, eux, invoquent l'économiste, lui aussi américain, Milton Friedman (1912-2006). Dans *Capitalisme et Liberté* (1962), celui qui fut l'inspirateur des politiques ultralibérales de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan proposait, pour éradiquer la pauvreté, que tout individu, riche ou pauvre, se voie octroyer un « *crédit d'impôt* », dont le montant correspond au minimum vital. Ceux dont le revenu est élevé contribuent, par un impôt « positif », à financer un versement en « *cash* » (impôt « négatif ») à ceux dont le revenu est inférieur à ce minimum. La thèse de Friedman a inspiré plusieurs expériences locales menées dans le Manitoba (Canada) et le New Jersey (Etats-Unis) au cours des années 1970 et 1980. [...] Les successeurs de Milton Friedman, comme le libertarien Charles Murray, voient dans le revenu de base le moyen de rationaliser et de remplacer l'ensemble des transferts sociaux en offrant à chaque citoyen les moyens de contracter librement les assurances privées qu'il juge nécessaires à sa protection. [...]

Pour certains de ces opposants, généralement classés à gauche, il s'agirait en réalité de démanteler la Sécurité sociale. Une aubaine pour les patrons, en somme. « *C'est la porte ouverte aux jobs à 1 €, chacun tentant de compléter ce revenu de base (ou plutôt de survie) par quelques activités peu rémunérées (du type livreur Deliveroo ou chauffeur Uber)* », écrivent Denis Clerc et Michel Dollé, économistes et coauteurs de *Réduire la pauvreté, un défi à notre portée*. De son côté, Philippe Askenazy (Ecole d'économie de Paris) craint que les employeurs ne « *recupèrent le montant du revenu de base sur les salaires, comme les propriétaires l'ont fait pour l'aide au logement sur les locataires* ». A ces objections, Philippe Van Parijs répond que le revenu de base accroîtrait au contraire le pouvoir de négociation de ceux qui en ont le moins sur le marché du travail, et forcerait les entreprises à améliorer les salaires ou les conditions de travail des emplois les moins attractifs.

Source : LE MONDE IDEES | 21.04.2016 | Par Antoine Reverchon

✍ 9. Selon vous pourquoi 2/3 de ceux qui ont droit au RSA n'accomplissent pas les démarches nécessaires pour le percevoir ?

✍ 10. Pourquoi certains économistes appellent « crédit d'impôt » ou « impôt négatif » le revenu universel ?

✍ 11. Pourquoi selon certains l'instauration d'un revenu universel risquerait de démanteler (détruire) la Sécurité sociale ?

✍ 12. Cochez :

Un revenu universel qui risquerait d'accroître les emplois faiblement rémunérés serait d'un montant élevé faible

Un revenu universel qui forcerait les entreprises à améliorer les salaires serait d'un montant élevé faible



13. Débat argumenté en classe

Grille d'évaluation du débat

	FORME	FOND
+	Clarté des propos Capacité à écouter Capacité à convaincre (posture, ton, regard, gestes ...) Capacité à reprendre la parole Temps morts demandés au bon moment	Nombre d'arguments Qualité des arguments (maîtrise, pertinence, précision) Capacité à réorienter le débat Capacité à choisir le bon argument pour contre-argumenter
Pénalités -	Agressivité Couper la parole Rester silencieux / être en retrait Monopoliser la parole Les co-équipiers parlent pendant les rounds	Affirmations gratuites (sans preuves) Répétitions (le groupe enferme le débat) Contradictions / erreurs Propos hors sujet

Synthèse des arguments pour le débat sur l'instauration d'un Revenu universel

	Arguments POUR	Arguments CONTRE
<p>Montant faible</p> <p>Version libérale « de droite »</p>	<ul style="list-style-type: none"> • On évite le risque de désincitation au travail • On incite au travail puisque le RU étant inconditionnel il est cumulable avec les revenus du travail • Simplification du système d'aides sociales puisque le RU remplace toutes les aides actuelles, plus besoin de surveiller • Disparition de la bureaucratie de surveillance et d'octroi des aides et prestations sociales (+efficace) • Chaque individu est libre de choisir de souscrire aux assurances privées de son choix (si RU remplace Sécurité sociale) • Facile à financer (pas plus couteux que la protection sociale actuelle) 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque d'accroître la pauvreté et les inégalités « riches »/ « pauvres » • Risque de destruction du système redistributif de la Sécurité sociale avec lequel tout le monde est soigné gratuitement ou presque quels que soient ses revenus • Risque d'accroître encore la culpabilisation des « pauvres » (« s'ils sont encore pauvres avec le RU c'est vraiment leur faute ») • Le RU permettrait aux employeurs de sous payer les salariés les moins qualifiés
<p>Montant élevé</p> <p>Version socialiste « de gauche »</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le RU vise à lutter contre la pauvreté puisque nous sommes un pays riche, son montant doit être élevé • Un montant élevé permet véritablement de choisir ou non le travail salarié. • Permet de choisir l'inactivité et de se consacrer à des activités bénévoles importantes à la cohésion sociale • Il est finançable si on instaure de nouveaux impôts pour le financer : impôts sur les fortunes, la spéculation, la pollution... • Le RU permettrait aux travailleurs de refuser les salaires trop bas 	<ul style="list-style-type: none"> • Risque de désincitation au travail, promotion de l'oisiveté, de « l'assistanat », qui travaillera et financera le système ? • Trop couteux à financer en l'état actuel du budget de l'Etat, risque d'accroître le déficit et la dette publics • On ne peut pas accroître les impôts ou en créer de nouveaux, il y a déjà trop d'impôts en France
<p>Quel que soit le montant</p>	<ul style="list-style-type: none"> • A cause du progrès technique et de la mondialisation, le travail se raréfie dans les sociétés développées et riches, le travail salarié sur lequel repose toute notre protection sociale est en train de muter avec l'<i>ubérisation</i> de l'emploi, il faut changer de conception et ne plus faire reposer la solidarité nationale uniquement sur le travail salarié. • Cela permettra de dégager une épargne préalable à même de stimuler les créations d'entreprise • Promotion de l'égalité puisque tout citoyen reçoit le même revenu quelle que soit sa situation. • Promotion de la liberté puisque tout citoyen peut choisir ou pas de travailler de façon salariée, seul son mérite personnel sera récompensé • Aujourd'hui, 1/3 des personnes éligibles au RSA ne le touchent pas (soit qu'elles ne le savent pas soit qu'elles n'ont pas voulu faire les démarches), le RU serait versé automatiquement à tout le monde sans démarche et sans stigmatisation • Ce serait un revenu d'autonomie 	<ul style="list-style-type: none"> • Le travail salarié reste un fondement central de nos sociétés, du mérite, de l'effort, nous ne sommes pas prêts à changer de philosophie. Rompre le lien entre travail et rémunération pourrait désorganiser profondément notre société. • Couteux : si 500€, 16% du PIB • Couteux : si 750€, 24% du PIB • Couteux : si 1000€, 31% du PIB